Compte rendu du Conseil des ministres : Koulouba veut mieux encadrer les travaux fonciers

MALI
2052
L'information est l'oxygène des temps modernes LUNDI 16 NOVEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali : Le voisin déplacé ne devrait pas devenir un étranger dans sa propre rue



À l'IHEM : Un rendez-vous mensuel pour écouter les étudiants



Mali : Un guide pour les conseillers juridiques militaires

Sommaire

P.04



P.14



P.13



UNE / Mali : Le voisin déplacé ne devrait pas devenir un étranger dans sa propre rue P 04

BRÈVES /
- À Abuja : Le Mali et le Niger resserrent leurs liens diplomatiques P 13
- Mali : Un guide pour les conseillers juridiques militaires P 13
- À l'IHEM : Un rendez-vous mensuel pour écouter les étudiants P 14
- Deuil à Bamako : Le comédien Paracétamol est décédé P 15

ACTUALITÉ /
- LA PEINE AVANT LE JUGEMENT : Au Mali, le manque de juges se paie en jours de détention P 17
- San et Koutiala : Un projet pour prévenir les conflits liés aux ressources naturelles P 19

POLITIQUE /
- Maliens de France : La diplomatie à l'écoute des gardiens des traditions P 21
- Compte rendu du Conseil des ministres : Koulouba veut mieux encadrer les travaux fonciers P 23

CULTURE & SOCIETÉ /
- Biennale de Tombouctou 2025 : Koulikoro donne le dernier acte P 26

INTERNATIONAL /
- Niger–Banque mondiale : Un accord pour relancer le programme Kandadji P 28
- De Bagdad à Minab : Les angles morts du discours de Rubio P 29
- À Shenzhen : Wang Yongkun fait travailler les robots en essaim P 30
- Relations Rwanda-Chine : Cinquante-cinq ans d'amitié et de progrès partagé P 31
- Afrique : Transformer ses richesses pour bâtir sa puissance P 34

SPORT /
- Mali–Rwanda : Le civisme à l'épreuve des gradins P 39

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Mali : Le voisin déplacé ne devrait pas devenir un étranger dans sa propre rue



Une famille peut perdre la possibilité de rester chez elle sans perdre son histoire, son métier, sa dignité ni le droit d'être appelée par son nom. Lorsque des personnes doivent se déplacer pour trouver un peu de sécurité, ceux qui les accueillent font face, eux aussi, à des difficultés réelles : le logement coûte cher, les services publics sont sollicités, les revenus sont incertains. Reconnaître ces pressions n'autorise pourtant pas à traiter une famille éprouvée comme une menace collective. C'est précisément quand les ressources manquent que la qualité de notre paix se révèle.

Au Mali, l'insécurité et les déplacements continuent de fragiliser l'accès à l'éducation, à la santé et aux besoins essentiels. Au début de l'année scolaire 2026-2027, l'UNICEF signalait encore 2 444 établissements scolaires non opérationnels, touchant plus de 733 000 enfants. Ces chiffres sont importants. Mais ils ne disent pas à eux seuls ce que traverse une famille qui doit apprendre les habitudes d'un autre quartier, rechercher un enseignant, trouver un point d'eau, ou comprendre où s'adresser quand un enfant tombe malade. Derrière chaque statistique, il y a des relations humaines à reconstruire.

Je m'exprime ici comme enseignant chrétien, dans le respect des convictions de chacun et de la diversité religieuse du Mali. Une parole de Jésus m'accompagne : « Heureux ceux qui procurent la paix » (Matthieu 5:9). La paix ne consiste pas seulement à souhaiter la fin des armes. Elle se mesure aussi à la manière dont un voisin accueille celui qui arrive sans pouvoir apporter grand-chose. Dans la parabole du bon Samaritain (Luc 10), Jésus montre un homme qui ne commence pas par exiger une explication complète à une personne blessée. Il s'arrête, constate les besoins, apporte des soins et prend une responsabilité concrète.

Cette parabole ne remplace ni le travail des autorités ni l'action des organisations humanitaires. Elle rappelle cependant qu'aucune politique ne peut accomplir à notre place le geste le plus proche : reconnaître un être humain plutôt qu'une étiquette. La personne déplacée n'est pas seulement « un déplacé ». Elle peut être parent, commerçante, cultivateur, élève, enseignante, mécanicien ou grand-mère. Réduire sa vie à la crise



qu'elle vient de traverser, c'est la priver d'une part de sa place dans la société.

Que peut faire une communauté sans promettre ce qu'elle ne possède pas ? D'abord, elle peut organiser l'accueil de manière lisible. Une mairie, un responsable de quartier, une école ou une association peut rassembler les informations utiles : où trouver des soins, comment inscrire un enfant, quelles démarches sont réellement nécessaires, quel service fonctionne encore.

Des informations contradictoires peuvent épuiser une famille plus vite qu'une longue marche. Un panneau clair, un numéro fiable ou une personne identifiée pour orienter les nouveaux arrivants peut devenir un premier acte de paix.

Ensuite, les habitants peuvent refuser les rumeurs qui attribuent à tout un groupe les actes ou les intentions de quelques-uns. Lorsque la peur s'installe, une histoire non vérifiée peut circuler plus vite qu'une rectification. Avant de transmettre une accusation, il faut se demander ce que l'on sait vraiment, qui sera mis en danger et si la personne visée peut répondre. Cela ne signifie pas fermer les yeux sur un crime. La justice doit chercher des faits et des responsabilités individuelles. Elle ne doit jamais devenir un permis de soupçonner des familles entières.

Il faut aussi penser aux enfants dont la scolarité a été interrompue. Accueillir un élève ne se limite pas à lui trouver une place sur un registre. L'enfant peut avoir perdu ses cahiers, changé de langue d'enseignement, manqué plusieurs mois de cours ou vécu une période de peur. Sans prétendre remplacer les professionnels, des enseignants et des voisins peuvent identifier les difficultés, expliquer les démarches aux parents et mettre en lien les familles avec les dispo-

sitifs existants. La dignité commence parfois par une question posée sans impatience : « De quoi as-tu besoin pour pouvoir revenir demain ? »

Le même soin s'applique au marché et au travail. Une famille nouvellement arrivée peut vouloir gagner sa vie, mais ne pas connaître les règles, les fournisseurs ou les personnes de confiance. Les commerçants locaux n'ont pas à porter seuls le poids de la crise. Pourtant, ils peuvent favoriser l'information juste, expliquer un prix sans humilier et signaler les possibilités de formation ou d'activité. L'entraide qui permet à quelqu'un de contribuer au quartier profite, à terme, à la communauté entière.

Ces gestes doivent respecter ceux qui accueillent. Une famille hôte qui partage déjà un logement étroit peut avoir besoin de soutien. Une école dont les classes sont surchargées ne peut absorber indéfiniment de nouveaux besoins sans moyens. La compassion n'est pas l'art de faire peser une charge silencieuse sur les plus pauvres. Elle demande de demander des ressources adaptées, de répartir les responsabilités et d'écouter aussi les préoccupations légitimes des résidents. Une paix durable refuse de placer deux vulnérabilités en concurrence.

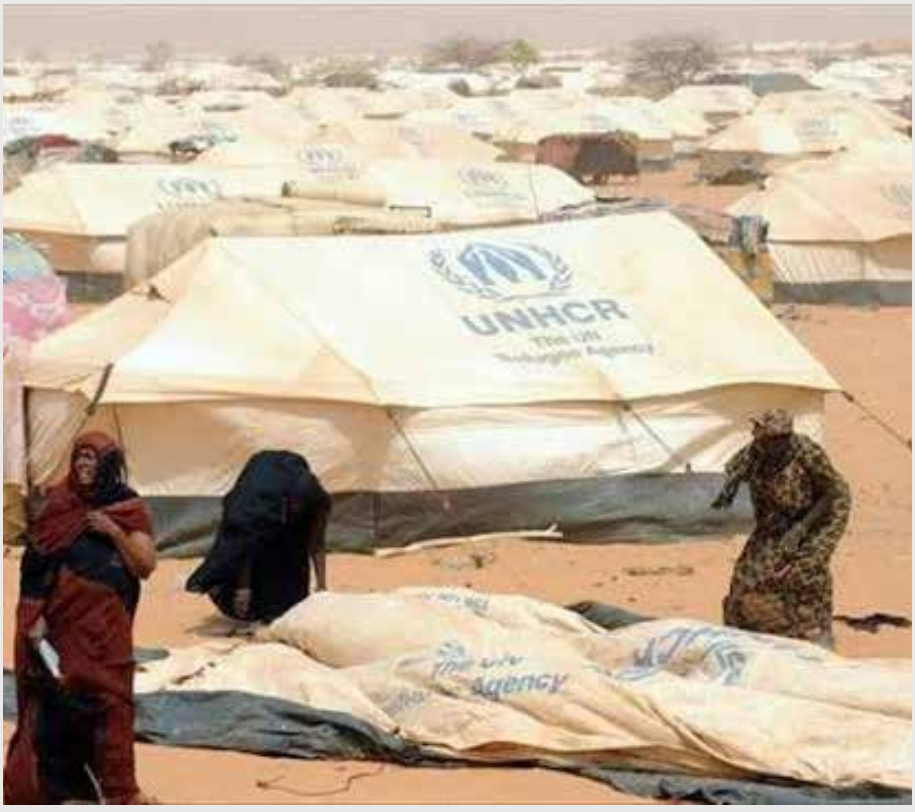
Jésus enseignait aussi : « Aimez vos ennemis » (Matthieu 5:44). C'est une parole exigeante, parfois douloureuse à entendre au milieu des violences. Elle ne demande pas aux victimes d'oublier les crimes, d'abandonner la justice ou de retourner dans le danger. Elle interdit de faire de la vengeance une nouvelle règle de vie. On peut protéger les siens, demander des comptes et refuser la haine à la fois. Le courage de la paix consiste souvent à maintenir ensemble ces vérités difficiles.

Les responsables publics, religieux et communautaires peuvent donner l'exemple en refusant les mots qui désignent des populations entières comme ennemies. Ils peuvent créer des espaces d'écoute sûrs, expliquer les décisions avec précision et faire participer les familles concernées à la recherche de solutions. Parler pour elles sans jamais leur donner la parole ne suffit pas. Une personne écoutée retrouve une part de la maîtrise de son avenir.

Le jour où une famille déplacée pourra participer à une réunion, inscrire un enfant, demander une information et saluer ses voisins sans être réduite à son malheur, quelque chose de la paix aura réellement avancé. La route vers la réconciliation est longue, et nul geste local ne peut à lui seul mettre fin à la violence. Mais aucune paix nationale ne sera solide si, à l'échelle d'une rue, nous cessons de voir un voisin dans celui qui cherche simplement un endroit où vivre.

Douglas Vandergraph

https://douglasvandergraph.com/



- Da Vid

Sauver une vie ne devrait pas être une question de chance.

Face à un malaise cardiaque, chaque minute perdue réduit les chances de survie. Souvent, un massage cardiaque permet de réanimer la victime, mais combien de personnes savent réellement le faire ?

Le plus alarmant, c'est qu'il y a même des agents de santé qui ne maîtrisent pas ce geste vital.

Il est temps que cela change. Ce n'est pas qu'une affaire de spécialistes, c'est un réflexe citoyen qui doit s'apprendre dès l'école.

Faisons de chaque élève un potentiel sauveur.

#GestesQuiSauvent #MassageCardiaque #Formation #SantéPourTous #UrgenceVitale

#ReposeEnPaixParacetamol



- Mossa Ag Attaher

Accueil de dix-sept compatriotes de retour d'Afrique du Sud : nous demeurons aux côtés de nos ressortissants, où qu'ils se trouvent

J'ai accueilli, ce vendredi 13 novembre 2026, à l'aéroport international Président Modibo Keïta-Sénou, dix-sept (17) de nos compatriotes rentrés volontairement de la République d'Afrique du Sud, à la suite des violences à caractère xénophobe survenues dans ce pays.

J'étais accompagné de représentants de plusieurs départements ministériels, notamment ceux chargés des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, de la Sécurité, de la Justice, ainsi que de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Des représentants du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur étaient également présents.

À travers cette opération, entièrement financée par le Gouvernement du Mali, nous réaffirmons notre engagement à assurer la protection de nos compatriotes établis à l'étranger et à leur apporter l'assistance et l'accompagnement nécessaires lorsqu'ils sont confrontés à des situations difficiles, où qu'ils se trouvent.

À cette occasion, j'ai transmis à nos compatriotes de retour les salutations fraternelles et le message de solidarité du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, du Premier ministre et de l'ensemble du Gouvernement. Je leur ai rappelé qu'ils retrouvaient leur pays, leurs familles et leurs proches, et les ai assurés de notre soutien constant. Au-delà de l'organisation de leur retour, il nous incombe de veiller à leur accueil, à leur accompagnement et à leur réintégration dans la dignité.

J'ai également annoncé la mise en place d'un dispositif de recensement et de suivi destiné à

mieux prendre en compte leurs besoins et à faciliter leur réinstallation.

Je tiens, par ailleurs, à rassurer l'ensemble de nos compatriotes établis en Afrique du Sud : le Gouvernement demeure attentif à leur situation. J'invite celles et ceux qui se sentiraient menacés ou en situation d'insécurité à prendre contact avec notre ambassade afin de bénéficier d'une assistance appropriée. Le retour au Mali demeure volontaire. Aucun compatriote n'y est contraint ; toutefois, toute demande exprimée en ce sens sera examinée avec attention et fera l'objet d'un accompagnement par les autorités compétentes.

Cette situation nous rappelle, une fois encore, l'impérieuse nécessité de la solidarité entre les peuples africains. L'intégration africaine ne saurait se construire durablement sans le respect de la dignité humaine, la protection des personnes et la garantie de la sécurité de chaque Africain, partout sur le continent.

Où qu'ils se trouvent, nos compatriotes doivent savoir que l'État malien demeure engagé à leurs côtés.

Mossa AG ATTAHER

Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine

#MaliensDeLExtérieur #DiasporaMalienne #RetourVolontaire #ProtectionDesRessortissants #AccompagnementDesMigrants #IntégrationAfricaine #SolidaritéAfricaine



- Drissa Kanambaye

«Si tu savais la moitié de ce que j'ai traversé, tu allais te taire sur la manière dont je gère ma vie. Je ne suis en compétition avec personne. Je n'ai aucune envie de jouer au jeu d'être meilleur que quiconque. J'essaie simplement d'être meilleur que la personne que j'étais hier. Je n'ai jamais été talentueux, je suis juste bon à ne jamais rien abandonner. Détester quelqu'un pour son apparence, c'est comme détester le livre pour sa couverture. Prends le temps de l'ouvrir car le cœur est comme la mer, c'est dans ses profondeurs que l'on découvre ses plus grandes richesses».

Soyez salué depuis votre position!



- Présidence - République du Burundi

Le Flambeau de la paix est encore une fois allumé. Ce vendredi, 13 novembre 2026, au Stade Intwari, le Chef de l'Etat burundais, S.E. Evariste Ndayishimiye, a lancé la 20e édition de la caravane du flambeau de la paix. Elle sillonnera toutes les communes du pays pour encourager les initiatives communautaires et accompagner les citoyens dans leurs efforts de développement.

Placée sous le thème « Préservons la paix dont nous jouissons et travaillons en nous appuyant sur notre Vision », la 20ème édition du Flambeau de la paix met l'accent sur la nécessité de préserver la paix, fruit de nombreux sacrifices, et de la consolider par le travail. Depuis vingt ans, sous la lumière du Flambeau de la paix, le Burundi a enregistré des avancées remarquables dans les différents secteurs de développement. Symbole d'unité et de rassemblement, cette caravane parcourt le pays, de commune en commune et de colline en colline, témoignant de l'engagement des citoyens à bâtir une nation prospère.

S.E. Evariste NDAYISHIMIYE , Chef de l'Etat burundais, a invité les porteurs du Flambeau de la paix à sensibiliser les citoyens, dans chaque commune, à orienter leurs initiatives vers la réalisation de la Vision nationale. Il a également placé leur mission sous la bénédiction divine afin que le Flambeau de la paix continue de renforcer la cohésion entre les Burundais.



- Senegal7

Le Président du parti PASTEF, Ousmane SONKO, a reçu ce samedi 14 octobre 2026, une délégation des victimes des événements politiques survenus entre mars 2021 et avril 2024



- Mylmo N-Sahel

Merci pour l'amitié,

merci pour les moments de joie,

de conseils et de soutien,

merci pour la polyvalence artistique.

Dors en paix mon ami,

tu resteras dans nos



- Présidence - République du Burundi

A l'issue de cette démarche, le Chef de l'Etat et candidat à la présidentielle de 2027, Son Excellence Evariste Ndayishimiye , s'est adressé à la presse où Il a exprimé sa satisfaction quant aux avancées du processus démocratique au Burundi.

Son Excellence Evariste #Ndayishimiye remercie les Bagumyabanga qui lui ont renouvelé leur confiance en le désignant pour représenter le parti Cndd-Fdd à cette élection et exprime également sa gratitude envers les autres formations politiques qui ont choisi de se joindre au CNDD-FDD pour soutenir sa candidature.

Le Président de la République invite les Burundais à comprendre que les élections sont une étape de la vie nationale, mais qu'elles ne doivent pas pour autant freiner les autre activités. Il les exhorte à poursuivre leurs efforts dans les travaux de développement, tout en préservant la sérénité et la tranquillité.

A cet effet, le Numéro Un Burundais appelle les responsables administratifs, à tous les niveaux, de la base au sommet, à faire preuve de vigilance et à collaborer étroitement avec les citoyens qu'ils encadrent, afin que personne ne puisse en profiter pour tenter de perturber le processus électoral.□« Nous souhaitons que les prochaines élections se déroulent dans un climat de paix et de sécurité, afin que la communauté internationale puisse constater que le #Burundi est un pays de référence en matière de démocratie et que les Burundais sont un peuple uni, dont la seule préoccupation est de se choisir des dirigeants capables de les conduire vers la réalisation de la Vision d'un Burundi émergent en 2040 et développé en 2060 », a déclaré le Chef de l'Etat, Son Excellence Evariste #Ndayishimiye.



LU SUR LA TOILE

- Casimir Sangala

USA : la Federal Aviation Administration (FAA) ordonne l'arrêt national de tous les décollages à la suite d'un problème de communication, 7 000 vols annulés ou retardés.

- Casimir Sangala

Maroc : suspension immédiate de l'exportation à l'étranger de tomates, d'oignons et de pommes de terre.

RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

À Abuja : Le Mali et le Niger resserrent leurs liens diplomatiques



L'ambassadeur du Mali au Nigéria, Cheick Oumar Coulibaly, a reçu, vendredi 13 novembre 2026 à Abuja, le général de division Sani Issa Kache, ambassadeur désigné du Niger auprès de la République fédérale du Nigéria. Au cours de cette visite de courtoisie, les deux diplomates ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération entre leurs missions et de contribuer à la mise en œuvre des orientations de la Confédération des États du Sahel (AES).

Cette rencontre fait suite à une première visite, le 29 octobre, à la chancellerie du Niger à Abuja. Cheick Oumar Coulibaly s'y était rendu en compagnie de son homologue du Burkina Faso, Sidonie Denise Bagué/Badoun, pour souhaiter la bienvenue au diplomate nigérien. Les ambassadeurs malien et burkinabè avaient ainsi pris l'initiative d'aller à la rencontre de leur nouveau collègue.

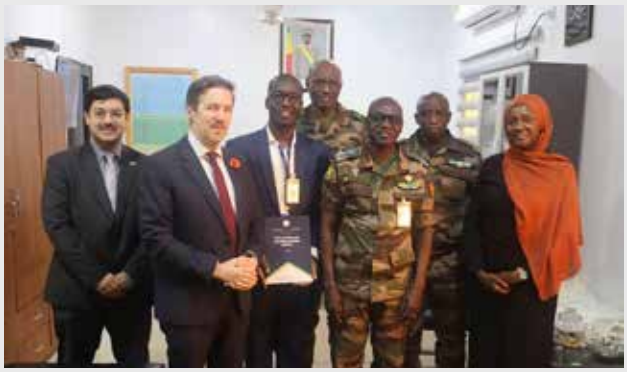
Accompagné de plusieurs collaborateurs, le général Sani Issa Kache a profité de sa visite à l'ambassade du Mali pour remercier Cheick Oumar Coulibaly de l'accueil qui lui avait été réservé. Selon le compte rendu de la représentation malienne, il lui a exprimé sa reconnaissance pour cette marque d'attention et de sympathie à son égard.

Les échanges ont également porté sur la coordination entre les deux ambassades. Les représentants de Bamako et de Niamey ont dit vouloir entretenir une collaboration étroite à Abuja et inscrire leur action dans la durée, conformément aux orientations stratégiques fixées par les instances dirigeantes de l'AES, qui réunit le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

En quelques semaines, les deux visites ont ainsi permis de nouer le contact avec le nouvel ambassadeur désigné du Niger et d'aborder la coopération entre les représentations diplomatiques. Après l'accueil conjoint des ambassadeurs du Mali et du Burkina Faso à la chancellerie nigérienne, l'entretien du 13 novembre a donné aux diplomates malien et nigérien l'occasion de préciser leur priorité commune à Abuja.

Fatou Sissoko

Mali : Un guide pour les conseillers juridiques militaires



La Direction nationale de la Justice militaire (DJM) a officiellement reçu, le 12 novembre 2026, le Guide pratique du conseiller juridique militaire. L'ambassadeur du Royaume-Uni au Mali, Angus McKee, a pris part à la cérémonie de remise de cet ouvrage destiné à accompagner les conseillers juridiques militaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Élaboré par le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF), en collaboration avec la DJM, le guide a bénéficié du soutien financier du Royaume-Uni et de la Suisse. La contribution britannique a été apportée par l'intermédiaire de l'Integrated Security Fund (ISF). La remise officielle du document à la DJM permet à cette dernière de disposer d'un support de référence conçu avec sa participation.

Le guide couvre notamment le droit international humanitaire, les droits humains et le cadre juridique national. Il doit aider les conseillers à identifier les règles applicables aux situations qui leur sont soumises et à éclairer les décisions du commandement. En réunissant ces domaines dans un même document, l'ouvrage fournit des repères aux conseillers appelés à examiner les questions juridiques qui se posent dans la conduite des missions militaires.

La remise du guide marque aussi une étape dans la transmission des acquis du projet. En confiant cet outil à la Direction nationale de la Justice militaire, les partenaires entendent en favoriser l'usage dans la durée. Le document pourra ainsi servir de référence dans le travail quotidien des conseillers, au-delà de la période de financement du projet.

À l'occasion de cette cérémonie, le Royaume-Uni a réaffirmé son engagement aux côtés de ses partenaires maliens en faveur d'une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité. Cet appui vise également à accompagner la professionnalisation des forces armées et à renforcer la capacité des institutions du secteur à rendre compte de leur action.

Fatou Sissoko

À l'IHEM : Un rendez-vous mensuel pour écouter les étudiants



L'administration de l'Institut des hautes études en management (IHEM) a rencontré les étudiants, jeudi 12 novembre 2026, dans la cantine de l'établissement. Organisé chaque mois, ce rendez-vous leur permet de faire part directement à l'administration de leurs préoccupations, des difficultés qu'ils rencontrent au cours de leur parcours et de leurs propositions pour améliorer les conditions d'études.

La rencontre s'inscrit dans la démarche d'amélioration continue engagée par l'institut. Les étudiants y disposent d'un cadre pour expliquer comment ils vivent leur formation et signaler les difficultés auxquelles ils se heurtent. Ils peuvent également soumettre des suggestions sur le fonctionnement de l'établissement. Pour l'administration, ces échanges sont l'occasion de recueillir leurs observations et de mieux cerner les besoins qui ressortent de leur expérience quotidienne.



La fréquence mensuelle donne à ce dialogue un caractère régulier. Elle offre aux étudiants la possibilité de revenir sur une préoccupation déjà exprimée ou de soulever une question apparue au fil de l'année universitaire. Ces rencontres peuvent aussi aider l'administration à repérer les difficultés communes à plusieurs étudiants et à en tenir compte lorsqu'elle examine les améliorations à apporter.

En associant les étudiants à cette réflexion, l'IHEM entend renforcer leur participation à la vie de l'établissement. Cette démarche de gouvernance participative repose sur une idée concrète qui consiste à donner à ceux qui suivent les formations la possibilité de s'exprimer sur les conditions dans lesquelles ils étudient. Leurs observations peuvent ainsi éclairer les décisions de l'administration sur les questions qui touchent à leur parcours.

Avec ce rendez-vous mensuel, l'institut souhaite installer un cadre d'écoute durable entre les étudiants et l'administration. L'amélioration des conditions d'apprentissage reste l'objectif de cette initiative, qui donne aux étudiants un espace pour exposer leurs difficultés et contribuer, par leurs propositions, à l'évolution du fonctionnement de l'école.

Fatou Sissoko

Deuil à Bamako : Le comédien Paracétamol est décédé



L'humoriste et comédien Cheick Oumar N'Diaye, connu sous le nom de scène de Paracétamol, est décédé alors qu'il prenait part à un événement organisé à Bamako. Le Groupe Renouveau a annoncé sa disparition dans un message de condoléances adressé à la famille et aux collaborateurs de l'artiste.

Le groupe dit avoir appris la nouvelle « avec consternation ». Selon son annonce, Cheick Oumar N'Diaye participait à une manifestation de grande envergure dans la capitale malienne lorsque son décès est survenu. Le message ne précise ni le nom de l'événement ni les circonstances exactes de sa mort.

C'est sous le nom de Paracétamol que Cheick Oumar N'Diaye se présentait au public. Ce pseudonyme, emprunté au nom d'un médicament courant, portait déjà une touche d'humour. Il accompagnait un artiste qui s'exprimait à la fois comme humoriste et comme comédien. C'est aussi sous ce nom que le Groupe Renouveau lui a rendu hommage en annonçant sa disparition.

Dans son message, le Groupe Renouveau a exprimé sa solidarité avec la famille du défunt et les personnes qui travaillaient à ses côtés. Il leur a présenté ses condoléances attristées et a prié pour le repos de son âme. Le groupe a conclu son hommage par un dernier salut à Cheick Oumar N'Diaye, en s'adressant directement à lui comme à l'artiste que le public connaissait sous le nom de Paracétamol.

La disparition du comédien touche d'abord ses proches et ses compagnons de travail. Elle marque aussi la perte d'un artiste pour le milieu de l'humour et de la comédie au Mali. Le message du Groupe Renouveau ne donne, à ce stade, aucune indication sur la date ou le lieu des obsèques. Malikilé adresse ses condoléances à la famille de Cheick Oumar N'Diaye, à ses proches et à ses collaborateurs.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

LA PEINE AVANT LE JUGEMENT : Au Mali, le manque de juges se paie en jours de détention



Au Mali, la peine la plus répandue n'est prononcée par aucun tribunal : c'est l'attente du procès. Au 29 décembre 2023, 71,7 % des 10 773 détenus du pays étaient en détention provisoire. Fin 2025, la Maison centrale d'arrêt de Bamako en comptait 3 956 pour 400 places. Près de 3 prisonniers sur 4 sont donc présumés innocents.

La cause est d'abord arithmétique. Le chiffre de 945 magistrats circule. Le bilan 2025 du ministère de la Justice, remis le 30 mars 2026, retient pourtant 498 magistrats en poste et 456 auditeurs de justice recrutés entre 2022 et 2025. Les 945 additionnent les deux. Or, un auditeur en formation ne signe ni mandat de dépôt ni ordonnance de mise en liberté.

Les 99 magistrats assermentés fin juillet 2026 n'ont été affectés que le 15 octobre. Même en les comptant, le pays dispose d'environ 600 juges pour 25 millions d'habitants, soit 1 pour 42 000, quand la norme invoquée par les autorités est de 1 pour 10 000. Il en faudrait quatre fois plus.

Ce déficit produit un effet mécanique. Le juge débordé n'entend pas, la chambre qui ne siège pas ne statue pas, et dans le doute, on garde. Libérer à tort expose le magistrat ; détenir à tort ne coûte qu'au détenu. Une justice sans moyens penche vers l'enfermement.

Le 16 décembre 2025, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bamako a renvoyé l'affaire de Mohamed Youssouf Bathily, dit Ras Bath, devant une chambre pénale pas encore opérationnelle, et a maintenu sa détention. Il n'a été jugé que le 17 août 2026. Si un prévenu connu attend huit mois une formation qui ne siège pas, que dire de l'anonyme de Kati ou de Kayes, dont personne ne suit le dossier ?

Selon Afrobaromètre (novembre 2024), 38 % des Maliens seulement pensent qu'une affaire en justice sera réglée dans un délai raisonnable, et 21 % savent qu'une aide juridique existe près de chez eux. Le prévenu pauvre n'a ni avocat pour réclamer sa liberté ni juge pour l'entendre. Les codes adoptés par la junte en décembre 2024 et les promotions de magistrats n'y changeront rien tant que la majorité des détenus n'aura pas été jugée : une réforme se mesure dans les cellules, pas dans les cérémonies.

Ce vide a un prix politique : là où l'État ne juge pas, d'autres jugent. Dans le centre, les tribunaux du JNIM tranchent en quelques semaines et sans frais, devant une population dont 57 % estime que la loi traite souvent ou toujours les citoyens de manière inégale.

Le cadi n'est pourtant pas venu avec le JNIM. La colonie l'avait intégré, en le cantonnant au statut personnel et au civil. L'article 46 de l'Accord d'Alger prévoyait de revaloriser son rôle dans la médiation civile, mais la réforme n'a pas abouti. Le JNIM a occupé la place laissée vide et y a ajouté ce que ni la colonie ni la République n'accordaient au cadi : le pénal, sans appel. Sa justice séduit parce qu'elle est rapide et qu'elle répond à un besoin que l'État n'arrive pas à combler.

Derrière ces chiffres, il y a des emplois perdus, des enfants privés de leur père, des relaxés à qui personne ne rendra le temps confisqué. Un pays qui manque de juges ne manque pas de prisons : il les remplit avec l'attente. Avant d'afficher le nombre de ses magistrats, l'État devrait publier celui de ses prévenus.

Sambou Sissoko



San et Koutiala : Un projet pour prévenir les conflits liés aux ressources naturelles



Le ministre de l'Agriculture, Dr Ibrahima Samaké, a reçu, jeudi 12 novembre 2026, une délégation de HELVETAS et de l'UNOPS. Les échanges ont porté sur l'état d'avancement d'un projet qui vise à prévenir les violences liées aux conflits autour des ressources naturelles et du changement climatique à San et Koutiala.

L'audience s'est tenue dans l'après-midi au cabinet du ministre, en présence de ses proches collaborateurs. La délégation était conduite par Kissima Sylla, coordinateur par intérim du Fonds pour la consolidation de la paix. Le projet examiné au cours de la rencontre fait l'objet d'une convention entre le ministère de l'Agriculture et le Bureau des Nations unies au Mali. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de travailler ensemble pour mener à bien le projet et utiliser au mieux les moyens qui lui sont consacrés.

Le dossier concerne une question concrète pour les communautés rurales, celle du partage des ressources dont dépendent leurs activités. Les terres cultivables, les pâturages et les points d'eau répondent à des besoins qui peuvent se recouper. Une même ressource peut être sollicitée par plusieurs groupes d'usagers, à des périodes différentes ou au même moment. Un désaccord sur les conditions d'accès, les limites d'une parcelle ou le passage d'un troupeau peut

alors devenir une source de tensions. La prévention consiste à intervenir assez tôt pour éviter qu'un différend de ce type ne dégénère en violence.

Le changement climatique entre dans cette équation parce qu'il peut modifier la disponibilité de l'eau et des pâturages, ainsi que les conditions de production agricole. Lorsque les pluies tardent ou se répartissent mal au cours de la saison, les agriculteurs peuvent être amenés à revoir leur calendrier de culture, tandis que les éleveurs doivent adapter les déplacements de leurs troupeaux. Ces ajustements peuvent accroître la pression sur certains espaces ou points d'eau. Les possibilités de dialogue entre usagers et la manière dont les désaccords sont réglés comptent alors dans l'évolution des tensions.

En associant la gestion des ressources naturelles à un objectif de consolidation de la paix, le projet aborde une question qui touche autant aux conditions de travail des populations rurales qu'aux relations entre elles. Un différend sur l'accès à une ressource peut avoir des conséquences immédiates sur une exploitation ou un troupeau. Lorsqu'il se prolonge, il peut aussi fragiliser les relations de voisinage et compliquer les arrangements dont les usagers ont besoin pour poursuivre leurs activités. C'est à cette articulation entre activités rurales et cohésion sociale que répond le projet à San et Koutiala.

Pour le ministère de l'Agriculture et la délégation conduite par Kissima Sylla, la rencontre du 12 novembre a permis de faire le point sur la mise en œuvre du projet et de confirmer leur engagement commun à poursuivre le travail prévu par la convention. À San et Koutiala, l'objectif est de réduire le risque de violence lorsque des différends surviennent autour de l'accès aux ressources naturelles ou de leur utilisation, dans un contexte où les aléas climatiques peuvent rendre leur partage plus difficile.

Moussa Diarra



Maliens de France : La diplomatie à l'écoute des gardiens des traditions



La chargée d'affaires du Mali en France, Aïssata Gaye Traoré, a rencontré les 12 et 13 novembre 2026 le Comité des Sages et une délégation du Réseau des communicateurs traditionnels du Mali (RECOTRADE). La médiation au sein de la communauté malienne et la transmission des valeurs culturelles aux jeunes générations ont été au cœur de ces échanges.

Le jeudi 12 novembre, la diplomate s'est rendue au siège du Comité des Sages, à Bagnolet. Par cette visite, elle a marqué l'importance que les missions diplomatiques et consulaires maliennes accordent au rôle des aînés auprès des Maliens établis en France. Le comité œuvre à la promotion de l'entente et de la solidarité au sein de la communauté. Il intervient notamment dans la médiation et le règlement pacifique des différends.

Cette mission prend tout son sens lorsque des désaccords mettent à l'épreuve les relations entre les membres de la communauté. En favorisant l'écoute des différentes parties, les Sages contribuent à maintenir le dialogue et à rechercher une solution acceptable pour chacun. Leur action touche aussi aux relations entre générations. Le comité participe à la transmission des valeurs culturelles en permettant aux plus jeunes de mieux comprendre les pratiques de solidarité et de médiation que leurs aînés s'attachent à faire vivre.

Le vendredi 13 novembre, Aïssata Gaye Traoré a reçu à la chancellerie une délégation du Réseau des communicateurs traditionnels du Mali, venue lui rendre une visite de courtoisie. Cette seconde rencontre a prolongé le dialogue engagé la veille à Bagnolet. Elle a donné à la chargée d'affaires l'occasion d'échanger avec un autre acteur de la préservation du patrimoine socioculturel malien. Le respect des traditions, leur préser-



vation et les moyens de les transmettre ont constitué le fil conducteur des deux rencontres.

Pour les Maliens établis en France, la transmission se joue notamment dans les échanges entre les générations. Les aînés peuvent y expliquer le sens des pratiques qu'ils ont eux-mêmes reçues et la place qu'elles occupent dans la vie collective. La médiation en offre un exemple. En privilégiant la parole et la recherche d'un accord, elle fait de l'entente une pratique qui aide à préserver les liens lorsque surgit un différend.

La visite au Comité des Sages et l'accueil du RECOTRADE à la chancellerie s'inscrivent dans la volonté des missions diplomatiques et consulaires du Mali en France de maintenir un contact étroit avec les acteurs de la vie communautaire. Pour la représentation malienne, ce dialogue passe par une attention portée au travail de ceux qui interviennent dans la résolution pacifique des différends, entretiennent les liens de solidarité et font vivre les traditions auprès des jeunes générations. En deux jours, la chargée d'affaires a ainsi rencontré deux interlocuteurs dont l'action relie la préservation du patrimoine culturel aux préoccupations de la communauté malienne en France.

Yacouba Ongoiba

Compte rendu du Conseil des ministres : Koulouba veut mieux encadrer les travaux fonciers



Réuni le vendredi 13 novembre 2026 au palais de Koulouba sous la présidence du général d'armée Assimi Goïta, le Conseil des ministres a adopté des projets de textes visant à unifier le cadre juridique de la profession d'ingénieur géomètre-topographe. Il a également adopté un projet de décret en vue de la construction d'un lycée d'excellence dans le Mandé.

La réforme fait suite aux insuffisances relevées dans l'application des deux lois du 20 mai 1997 qui encadrent les activités des géomètres-experts et des entrepreneurs de travaux cartographiques et topographiques. Selon le communiqué du Conseil, le chevauchement des attributions et la confusion des compétences ont favorisé l'intervention de personnes insuffisamment qualifiées dans des opérations ayant d'importantes conséquences foncières et urbaines.

Les projets adoptés prévoient un cadre juridique commun et la création d'un ordre national unique regroupant les professionnels qualifiés du secteur. Le gouvernement en attend une amélioration de la qualité des travaux topographiques et fonciers, une meilleure sécurisation des opérations d'urbanisme et d'aménagement ainsi qu'une réduction des litiges fonciers.

Dans le domaine de l'éducation, le projet de décret prévoit l'affectation au ministère de l'Éducation nationale d'une parcelle de 4 hectares, 85 ares et 42 centiares à Badougou-Nafadji, dans la commune rurale du Mandé, cercle de Kati. Inscrit sous le titre foncier n° 283821, le terrain doit accueillir un lycée d'excellence destiné à améliorer l'accès à un enseignement secondaire de qualité.



Le ministre de la Justice a rendu compte de la troisième réunion ministérielle de l'Organisation de la coopération islamique, tenue le 28 octobre à Bakou. La délégation malienne y a présenté les mesures engagées contre la corruption, parmi lesquelles la création de juridictions spécialisées, l'imprescriptibilité des infractions de corruption et la mise en service de l'agence chargée du recouvrement et de la gestion des avoirs saisis ou confisqués.

Le ministre de l'Agriculture a présenté les résultats de la réunion sectorielle de l'UEMOA du 23 octobre à Ouagadougou. Les programmes régionaux approuvés pour la période 2026-2030 visent à transformer dans l'Union au moins 50 % de la fibre de coton qui y est produite, à porter la consommation d'engrais de 13 à 50 kg par hectare et à faire passer le taux d'autosuffisance en riz de 58 % à 90 %. Les ministres se sont engagés à inscrire les actions prévues dans leurs politiques et budgets nationaux.

Le Conseil a également été informé de la participation du Mali à la conférence ministérielle mondiale sur les violences faites aux enfants, prévue les 18 et 19 novembre à Manille. La Journée mondiale des droits de l'enfant, le 20 novembre, sera l'occasion d'aborder avec les enfants, les décideurs et les responsables communautaires l'importance des documents d'état civil.

Sur le plan sanitaire, le ministre de la Santé et du Développement social a signalé une diminution du nombre de cas confirmés de dengue par rapport à la semaine précédente. Assimi Goïta a appelé la population à observer strictement les mesures de prévention et de lutte contre les maladies.

Karamoko B Keita

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Biennale de Tombouctou 2025 : Koulikoro donne le dernier acte



La salle Siramory Diabaté a fait le plein, vendredi 13 novembre 2026, pour la dernière étape de la tournée nationale des lauréats de la Biennale artistique et culturelle de Tombouctou 2025. Après Bougouni, Ségou et Bamako, Koulikoro a accueilli une soirée qui a réuni sur scène les talents de la région, des comédiens de Kayes et plusieurs artistes invités.

Le solo de chant et la musique d'orchestre moderne ont mis à l'honneur les artistes de Koulikoro. Les lauréats de Kayes ont également présenté leur pièce de théâtre, tandis que Zikiri Sory, Seko Junior et Flatteur ont complété le programme.

Dans une salle comble, les applaudissements ont accompagné les prestations tout au long de la soirée.

La cérémonie était présidée par Mahamadou dit Koumbouna Diarra, secrétaire général du ministère chargé de la Culture, représentant le ministre Mamou Daffé. Elle s'est déroulée en présence des autorités administratives, politiques et coutumières de la région. Au nom du ministre, le secrétaire général a salué la mobilisation du public et félicité les artistes, les acteurs culturels et les autorités qui ont contribué à la réussite de la tournée.

De Bougouni à Koulikoro, les quatre escales ont permis aux lauréats de se produire devant de nouveaux publics et de faire découvrir la diversité des disciplines représentées à la Biennale. Outre le théâtre, le solo de chant et la musique d'orchestre, la danse traditionnelle et les ensembles instrumentaux traditionnels ont trouvé leur place dans la programmation.

À Koulikoro, Mahamadou dit Koumbouna Diarra a réaffirmé l'engagement du ministère à accompagner les talents maliens et à soutenir la diffusion de leurs créations sur l'ensemble du territoire. Le département inscrit cette démarche dans les orientations de la Stratégie nationale pour l'émergence et le développement durable et de la vision Mali Kura 2063, qui accordent à la culture un rôle dans la cohésion sociale, la paix et l'unité nationale.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Niger–Banque mondiale : Un accord pour relancer le programme Kandadji



Le Niger et la Banque mondiale sont parvenus à des accords pour lever les blocages qui freinaient le programme Kandadji. Ousmane Diagana, vice-président de l'institution pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'a annoncé à l'issue d'une audience accordée par le président Abdourahamane Tiani, vendredi 13 novembre 2026, au palais de la présidence.

À la tête d'une délégation, Ousmane Diagana a présenté au chef de l'État nigérien les condoléances du Groupe de la Banque mondiale à la suite du décès de son père. Il lui a ensuite présenté la nouvelle équipe chargée du dialogue stratégique avec le Niger. La relance du programme Kandadji a figuré parmi les principaux dossiers examinés au cours de l'entretien.

Les discussions ont également porté sur le nouveau cadre de partenariat, prévu pour les cinq prochaines années. Celui-ci vise à créer davantage d'emplois et à en améliorer la qualité, en particulier pour les jeunes et les femmes. L'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises figure parmi les leviers retenus pour atteindre cet objectif.

Trois domaines ont été retenus pour accélérer le développement du pays. Le premier concerne l'électricité et l'énergie, avec l'initiative Mission 300. L'agriculture et l'élevage constituent le deuxième axe, tandis que l'eau complète les priorités abordées lors de l'audience.

Selon Ousmane Diagana, le président Tiani a demandé que les orientations arrêtées se traduisent rapidement par des actions concrètes, avec des effets tangibles sur l'économie et les conditions de vie de la population.

Le Premier ministre, Ali Mahamane Lamine Zeine, et le ministre de l'Économie et des Finances, Maman Laouali Abdou Rafa, ont pris part à la rencontre. Le directeur de cabinet du président et porte-parole du gouvernement, Soumana Boubacar, ainsi que le directeur de cabinet adjoint, Salim Mahamadou Gado, étaient également présents.

Arouna Sidibé

De Bagdad à Minab : Les angles morts du discours de Rubio



Le 13 novembre, à Washington, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a affirmé qu'aucun État dans l'histoire n'avait consacré autant de temps et d'argent que le régime iranien au financement d'actes terroristes. À l'appui de son accusation, il a cité le rôle du Hezbollah dans l'attentat contre un centre communautaire juif à Buenos Aires. La formule invite aussi à relire quelques pages de la politique étrangère américaine.

À entendre ce réquisitoire, on finirait presque par croire que Téhéran avait organisé le débarquement de la baie des Cochons contre le Cuba de Fidel Castro en 1961. Les archives du département d'État en attribuent la préparation à la CIA. On pourrait poursuivre l'exercice jusqu'à Caracas, où ce sont les forces américaines qui ont capturé Nicolás Maduro en janvier 2026. L'ironie a toutefois ses limites quand on en vient au sort des civils.

Le 28 février 2026, jour où le guide suprême iranien Ali Khamenei a été tué au début de l'offensive américano-israélienne, une frappe a touché une école primaire de filles à Minab. Une mission d'enquête de l'ONU estime qu'il existe des motifs raisonnables d'attribuer cette frappe aux États-Unis. Son rapport cite des informations indépendantes faisant état de 157 morts, dont 123 enfants.

De l'Irak à la Somalie, le projet Costs of War de l'université Brown estime qu'au moins 38 millions de personnes ont été déplacées par huit guerres menées par les États-Unis après le 11-Septembre. Ses chercheurs évaluent entre 4,5 et 4,7 millions le nombre de morts, directes et indirectes, dans les zones de guerre étudiées.

Washington peut demander des comptes à Téhéran sur son soutien à des groupes armés. Les familles de Minab, elles, peuvent demander à Washington qui a désigné l'école comme cible, sur la base de quelles informations et qui répondra de la frappe.

Arouna Sidibé

À Shenzhen : Wang Yongkun fait travailler les robots en essaim



Fondateur et PDG de Standard Robots, Wang Yongkun développe à Shenzhen des robots mobiles autonomes capables de travailler ensemble pour gérer les flux logistiques au sein des usines. Dix ans après s'être lancé dans la robotique industrielle, l'entrepreneur chinois ambitionne de faire de son entreprise une référence mondiale.

Wang Yongkun s'est orienté vers la robotique industrielle dès la fin de ses études. Avec son équipe, il a choisi de se concentrer sur la circulation des pièces et des marchandises à l'intérieur des usines. L'approche consiste à faire coopérer plusieurs robots mobiles autonomes afin qu'ils se répartissent les tâches et coordonnent leurs déplacements. Ce fonctionnement en essaim permet d'envisager la prise en charge de l'ensemble des flux logistiques d'un site de production.

Pour Wang Yongkun, Shenzhen et la région de la Grande Baie Guangdong–Hong Kong–Macao ont joué un rôle déterminant dans le développement de Standard Robots. Il y trouve des compétences techniques, une chaîne industrielle complète et des conditions qui, selon lui, permettent d'innover à moindre coût. La proximité des fournisseurs et des sites de production facilite le passage de la conception à la fabrication. L'ouverture de la région sur les marchés internationaux offre aussi à l'entreprise des débouchés hors de Chine.

Le parcours de Wang Yongkun illustre la manière dont la modernisation industrielle chinoise gagne la logistique au cœur même des usines. À mesure que les manufactures automatisent leur production, la circulation des pièces et des marchandises entre les différents postes devient à son tour un chantier pour les entreprises de robotique.

Après une décennie consacrée à ce domaine, le fondateur de Standard Robots entend désormais donner une portée internationale à ses solutions. Son ambition est de faire adopter par des industriels du monde entier des robots conçus à Shenzhen pour répondre à leurs besoins de logistique interne.

Arouna Sidibé avec cgtn.com

Relations Rwanda-Chine : Cinquante-cinq ans d'amitié et de progrès partagé



Nous célébrons aujourd'hui les 55 années parcourues ensemble par le Rwanda et la Chine. La République du Rwanda et la République populaire de Chine ont établi des relations diplomatiques officielles le 12 novembre 1971, posant les bases d'une amitié qui n'a cessé de s'approfondir et de s'élargir. Le 12 novembre 2026, les deux pays commémorent le 55e anniversaire de cette étape, témoignage de la solidité de nos liens et de notre engagement commun en faveur de la coopération et du développement mutuel.

Le dialogue politique et les échanges de haut niveau ont donné l'impulsion stratégique, tandis que les accords bilatéraux ont permis une coopération dans les infrastructures, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la santé, l'éducation, la technologie, la culture et les échanges entre les peuples. Ces engagements ont créé des opportunités de développement mutuel, resserré les liens entre les deux pays et jeté des bases solides pour approfondir davantage la coopération bilatérale et l'amitié entre nos peuples.

En juillet 2018, le Président Xi Jinping a effectué au Rwanda une visite d'État historique, devenant le premier chef d'État chinois à s'y rendre. À cette occasion, le Rwanda et la Chine ont signé 15 accords de coopération bilatérale couvrant un large éventail de domaines. Cette visite a ouvert une nouvelle phase importante des relations et réaffirmé la volonté des deux pays de renforcer leur partenariat.

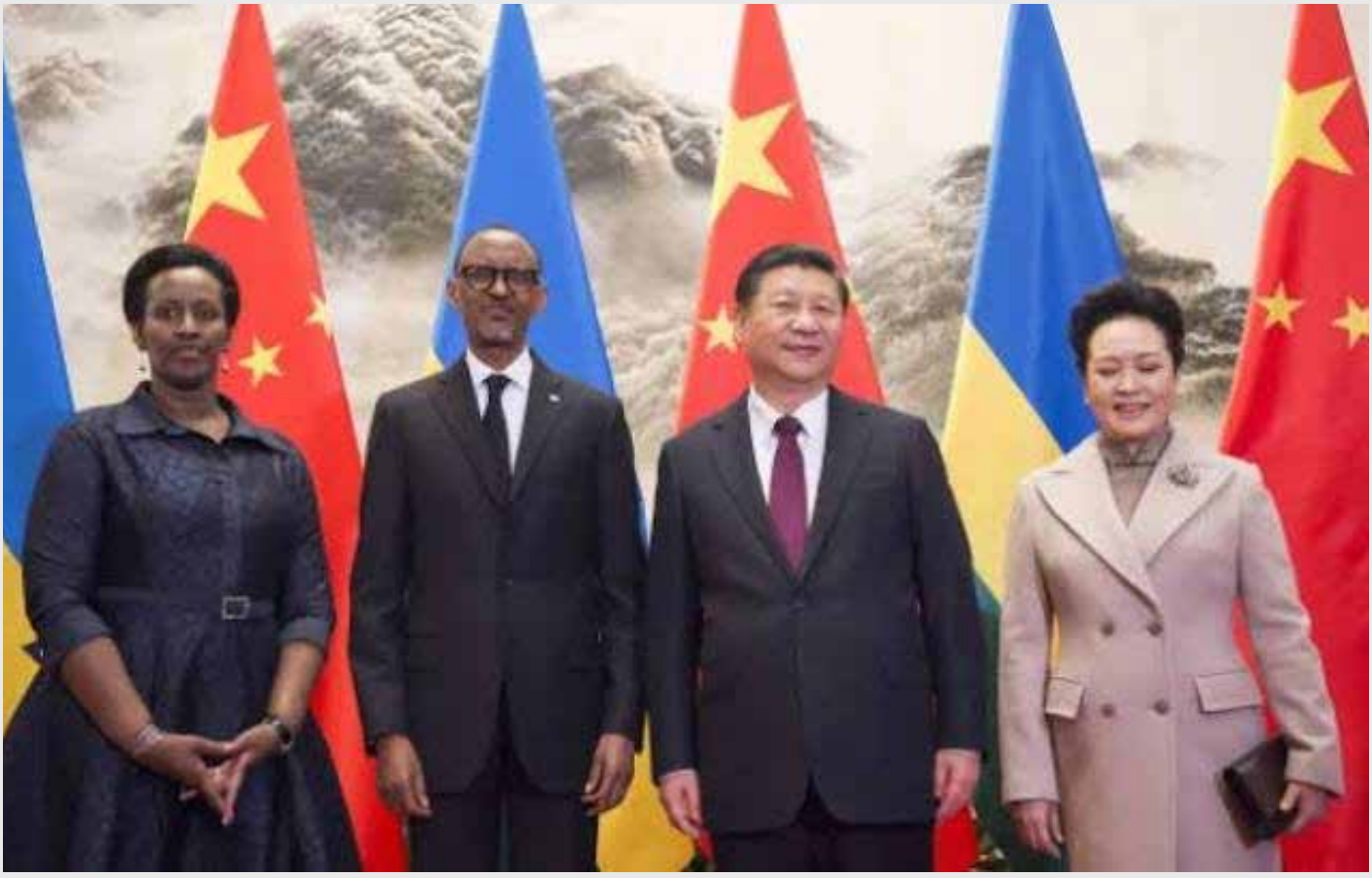
Plus tard cette même année, le Président Paul Kagame s'est rendu en Chine, où il a rencontré son homologue à Beijing et participé au Sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). Cette rencontre a consolidé la relation et offert une plateforme plus large aux échanges de haut niveau entre responsables gouvernementaux et dirigeants de partis des deux pays.

En septembre 2024, lors du Sommet du FOCAC à Beijing, le Président Paul Kagame et le Président Xi Jinping ont annoncé l'élévation des relations Rwanda-Chine au rang de partenariat stratégique global.

Cette étape reflétait la profondeur et la maturité croissantes des liens bilatéraux, tout en instaurant un cadre plus solide pour faire progresser la coopération dans des domaines stratégiques d'intérêt commun et ouvrir la voie à un partenariat plus ambitieux et tourné vers l'avenir.

Aujourd'hui, la coopération se traduit par des projets achevés comme par d'autres en cours. Au fil des ans, et en particulier depuis trente ans, la Chine est devenue un partenaire majeur du Rwanda en matière de développement, d'investissement et de commerce. Les entreprises chinoises continuent d'investir au Rwanda, contribuant à ses priorités de développement tout en profitant de sa position stratégique de porte d'entrée vers la Communauté d'Afrique de l'Est et le vaste marché de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Les entreprises chinoises peuvent ainsi étendre leur présence et toucher les consommateurs de la région et du continent. Parallèlement, les entreprises rwandaises accèdent davantage au marché chinois, qu'elles approvisionnent en produits agricoles de spécialité tels que le piment, le thé et le café de haute qualité. Ces échanges croissants illustrent les avantages mutuels du partenariat et son potentiel pour créer des opportunités pour les entreprises et les communautés des deux pays.

La promotion commerciale demeure un pilier essentiel de la relation. Les entreprises rwandaises continuent d'explorer les opportunités du marché chinois en participant aux grandes plateformes et expositions commerciales, notamment l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (CAETE) et l'Exposition internationale d'importation de Chine (CIIE). Ces plateformes leur permettent de présenter leurs produits, de rencontrer des acheteurs potentiels, d'identifier des partenaires et de mieux comprendre les exigences du marché. La situation géographique stratégique du Rwanda, conjuguée à son intégration dans les marchés régional et continental, fait aussi du pays une porte d'entrée pour le commerce et l'investissement en Afrique.



Les ambitions de développement du Rwanda offrent un cadre important pour la prochaine phase de cette coopération. Par sa Stratégie nationale de transformation 2 (NST2), qui couvre la période 2024-2029, le Rwanda poursuit son objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2035 et un pays à revenu élevé d'ici 2050, conformément à la Vision 2050. La coopération avec la Chine, à travers des plateformes comme le FOCAC et l'Initiative « la Ceinture et la Route », continue d'ouvrir des voies pour faire avancer des priorités communes. Il est possible d'approfondir encore la collaboration dans des domaines qui favorisent l'industrialisation, le développement des infrastructures, l'innovation, le développement des compétences et la transformation économique.

Le Rwanda, de son côté, souhaite renforcer la coopération et s'inspirer de l'expérience chinoise pour faire progresser sa transformation numérique et ses capacités technologiques. La technologie est un moteur essentiel de son programme de développement, notamment en matière de transformation numérique, d'innovation et d'intelligence artificielle (IA). Le pays, dont le chef d'État a été nommé cette année coprésident de la Commission mondiale de l'ONU sur l'IA, s'engage à exploiter les technologies émergentes au service du développement durable. La Chine, forte de sa vaste expérience en innovation technologique et en IA, demeure un partenaire important.

Au-delà de la relation bilatérale, le Rwanda et la Chine travaillent ensemble sur des questions multilatérales, dont la paix et la sécurité internationales, le commerce et le changement climatique. Le Rwanda reconnaît l'importance du dialogue et de la coopération internationale face aux défis mondiaux communs. Dans ce contexte, l'Initiative pour le développement mondial (GDI), l'Initiative pour la sécurité mondiale (GSI), l'Initiative pour la civilisation mondiale (GCI) et l'Initiative pour la gouvernance mondiale (GGI) offrent des plateformes supplémentaires de discussion et de coopération sur des enjeux d'intérêt commun.

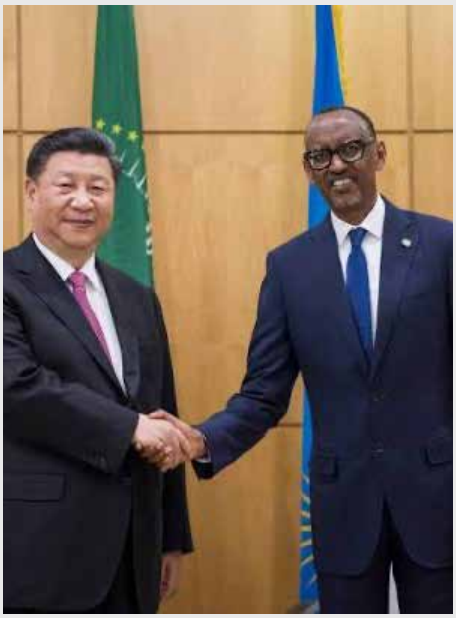
Alors que le commerce mondial fait face à l'incertitude et aux pressions protectionnistes, la coopération sino-africaine souligne l'importance de marchés ouverts et de partenariats mutuellement bénéfiques. Le Rwanda salue la politique de zéro droit de douane appliquée par la Chine aux produits africains, y voyant une occasion d'accroître ses exportations vers le marché chinois. En réduisant les barrières commerciales, cette politique peut renforcer la compétitivité des produits africains, élargir l'accès au marché, encourager la valeur ajoutée et stimuler l'investissement. Pour le Rwanda, c'est l'occasion de diversifier ses exportations, de renforcer les producteurs locaux et de bâtir des partenariats plus solides avec les acheteurs chinois. Le Rwanda s'engage à travailler avec ses partenaires des secteurs public et privé pour tirer le meilleur parti de ces avantages, tout en veillant à la qualité des produits et à leur conformité aux normes du marché.

Alors que le Rwanda poursuit sa Vision 2050 et que la Chine œuvre à ses objectifs des « deux centenaires », les deux pays disposent d'une base solide pour regarder l'avenir ensemble. Le prochain chapitre de notre relation doit s'appuyer sur la confiance bâtie au cours de ces 55 années et la traduire en davantage de commerce, d'investissement, d'innovation, d'échanges de connaissances et de liens plus étroits entre les peuples. Notre ambition commune n'est pas seulement d'élargir la coopération, mais de veiller à ce qu'elle contribue réellement à la prospérité, à la résilience et à une meilleure qualité de vie pour les habitants des deux pays.

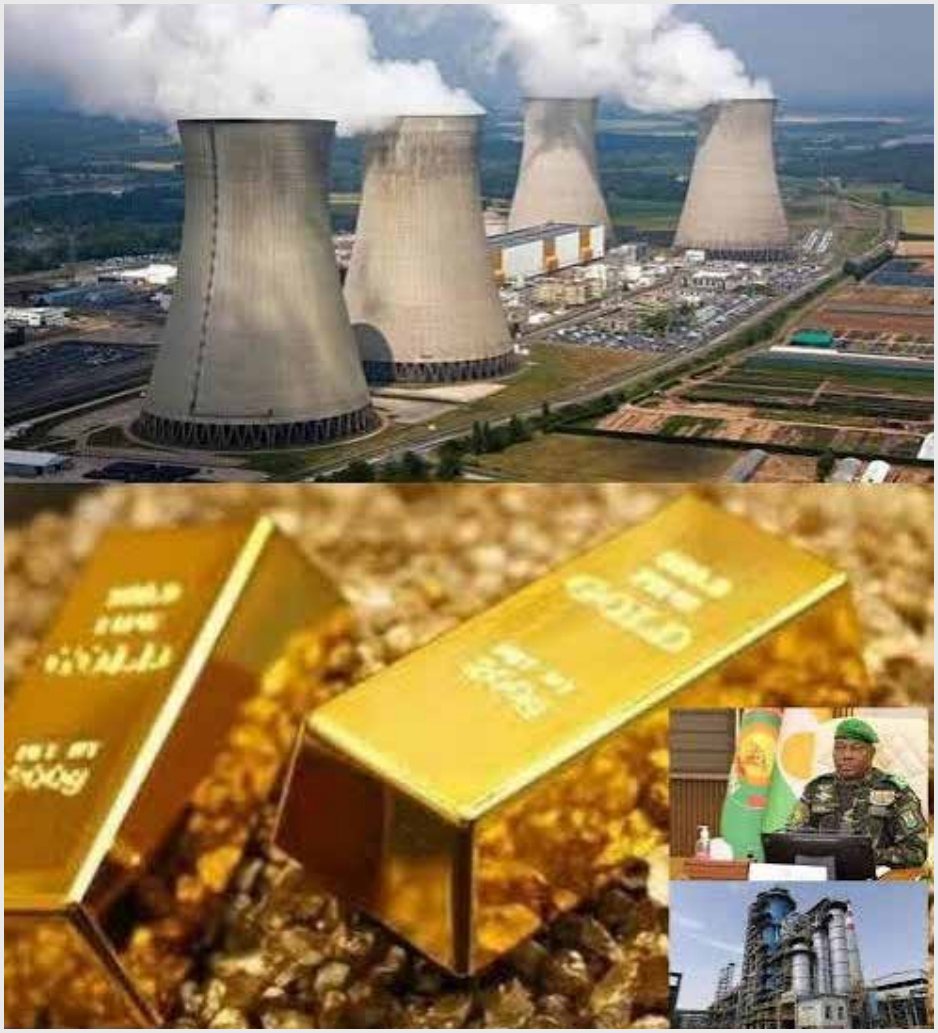
Vive le partenariat Rwanda-Chine !

Emmanuel Karenzi Karake

Ambassadeur du Rwanda en Chine



Afrique : Transformer ses richesses pour bâtir sa puissance



L'Afrique est un continent meurtri et profondément blessé par le colonialisme. Le colonialisme fut une période brutale et impitoyable de conquête organisée et méthodique, d'exploitation sauvage et de partage du continent par les puissances européennes, avec des conséquences profondes qui continuent de façonner la réalité économique, sociale et politique contemporaine des États africains.

Le colonialisme a tracé et laissé derrière lui des frontières artificielles sans tenir compte des différences ethniques, linguistiques, religieuses ou culturelles, engendrant des tensions internes, des guerres civiles et des mouvements séparatistes. Il a laissé un héritage de dépendance économique et de sujétion à de puissantes multinationales étrangères pour l'extraction des ressources naturelles, avec pour conséquences la pauvreté, la faim, les difficultés et, bien sûr, de nombreuses maladies. Il a également laissé un héritage d'instabilité politique, d'interventions étrangères et de coups d'État fomentés par ces mêmes anciennes puissances coloniales.

L'Afrique abrite actuellement 1,5 milliard d'habitants, dont 60 % ont moins de 25 ans, ce qui en fait le continent le plus jeune. D'ici 2050, une personne sur quatre dans le monde sera africaine, représentant un immense vivier de main-d'œuvre et l'un des marchés de consommation à la croissance la plus rapide de la planète. Des pays comme le Nigeria, l'Éthiopie, l'Égypte et la République démocratique du Congo figureront parmi les plus peuplés, stimulant la demande et l'innovation.

Le continent recèle d'immenses richesses, mais aujourd'hui, il fonctionne principalement comme exportateur de matières premières plutôt que comme producteur de biens finis. L'Afrique, en particulier, détient environ 30 % des réserves minérales mondiales, dont des métaux essentiels tels que le cobalt, le lithium, l'uranium, le nickel, le chrome, le manganèse, le platine et le cuivre.

Elle possède également 60 à 65 % des terres arables non exploitées du monde (environ 600 millions d'hectares), ce qui lui permet théoriquement non seulement de se nourrir, mais aussi de devenir le « grenier à blé » de la planète.

L'Afrique possède le plus fort potentiel solaire et hydroélectrique au monde, ainsi qu'un immense potentiel éolien encore largement inexploité. Ce potentiel pourrait faire de l'Afrique une superpuissance des énergies renouvelables.

Mais comment l'Afrique sortira-t-elle de la pauvreté ? Pour cela, elle doit se transformer radicalement, passant d'une économie d'exportation de matières premières bon marché à une économie créatrice de valeur, une économie qui investit dans ses institutions et tire le meilleur parti de sa jeunesse.

La construction d'usines sur le continent, permettant la transformation locale des matières premières, constitue un axe d'action essentiel. Si cette orientation est mise en œuvre et que les pays africains transforment leurs ressources sur leur territoire par des opérateurs nationaux, des emplois seront créés et le revenu et le bien-être de leurs populations s'améliore-ront.

La modernisation de l'agriculture grâce à des projets d'irrigation et à des technologies modernes et innovantes permettant d'éliminer les importations alimentaires coûteuses constitue un autre pilier essentiel de l'action. Aujourd'hui, les rendements agricoles en Afrique sont en moyenne trois à quatre fois inférieurs à la moyenne mondiale.



L'Afrique doit également investir dans son capital humain. Il est essentiel d'accorder une importance particulière à l'enseignement technique, aux compétences numériques et à l'innovation, en les adaptant aux besoins du marché moderne. Il est tout aussi crucial de se concentrer sur la santé des populations en garantissant l'accès à l'eau potable et en créant un système de santé adéquat ; autant d'interventions qui permettront d'accroître l'espérance de vie et d'améliorer la productivité des travailleurs.

Le développement des infrastructures et de l'énergie est fondamental pour la croissance économique de l'Afrique, car leur absence coûte actuellement au continent environ 2 % de son PIB chaque année. Sans un approvisionnement en électricité suffisant et des réseaux de transport modernes (dont l'absence engendre des coûts de transport élevés), l'industrie ne peut être compétitive et les produits peinent à atteindre les marchés.

Il convient de noter que plus de 600 millions d'Africains (principalement en Afrique subsaharienne) n'ont pas accès à l'électricité, tandis que près d'un milliard utilisent des combustibles polluants (bois, charbon) pour cuisiner. Le recours à l'énergie solaire, éolienne et géothermique est essentiel, car il permet de fournir une électricité bon marché sans nécessiter de vastes réseaux centralisés.

Les anciens réseaux coloniaux, désormais obsolètes, étaient conçus uniquement pour transporter les minéraux des mines aux ports. Aujourd'hui, l'Afrique a besoin de ports, de voies ferrées et d'autoroutes modernes reliant les villes d'un même pays et les pays entre eux.

L'investissement dans les infrastructures hydrauliques est primordial. La construction de barrages, de canalisations et d'usines de dessalement est essentielle tant pour la santé publique que pour l'irrigation des terres inexploitées.

Le renforcement des institutions, l'instauration de l'indépendance du pouvoir judiciaire et des autorités de contrôle des finances publiques, ainsi que la lutte contre la corruption sont des facteurs clés du développement durable de l'Afrique. En effet, même les meilleures infrastructures ou les plus grandes richesses minières ne sauraient être rentables sans un État de droit stable et solide. La lutte contre la corruption garantit que les revenus tirés des ressources minières soient investis dans les écoles, les hôpitaux, les infrastructures sportives et culturelles, le logement durable, etc., au lieu d'enrichir une poignée d'individus. On estime que l'Afrique perd chaque année entre 50 et 90 milliards de dollars en raison des flux financiers illicites, des détournements de fonds et de la fraude fiscale.

Mettre fin aux conflits civils et à l'instabilité politique est également une condition nécessaire à tout progrès économique en Afrique, car les guerres détruisent les infrastructures, épuisent les capitaux et détournent les ressources de l'État vers l'armement militaire au lieu des objectifs de développement.

Historiquement, les pays africains commerçaient davantage avec l'Europe et l'Asie qu'entre eux. Aujourd'hui, les échanges entre pays africains ne représentent que 15 à 18 % de leur commerce total, un pourcentage très faible comparé à celui de l'Europe (environ 60 à 65 %) ou de l'Asie (environ 50 à 55 %).

La pleine mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait éliminer les droits de douane, créer un marché unique de 1,5 milliard de personnes, stimuler de manière décisive l'industrie, augmenter les revenus de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici 2035, selon la Banque mondiale, et sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté et du dénuement.

En conclusion, je tiens à souligner avec force que « l'Afrique appartient aux Africains ». Si les pays africains s'orientent dans les directions indiquées ci-dessus, il est certain que le paradoxe selon lequel « la plupart des pauvres et des affamés se trouvent sur le continent le plus riche de la planète » sera résolu.

*Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Journaliste et correspondant de presse à l'étranger accrédité auprès du ministère grec des Affaires étrangères, il est également économiste, romancier et poète. Ses articles et reportages ont été publiés dans des journaux, des magazines et sur des sites web dans 130 pays. Ses poèmes ont été traduits en neuf langues et publiés dans des anthologies, des revues littéraires et des rubriques littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses ouvrages sont également disponibles aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne. Facebook : Karderinis Isidoros



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Mali–Rwanda : Le civisme à l'épreuve des gradins



Dans une tribune consacrée au match entre le Mali et le Rwanda au Stade du 26-Mars, Moctar Ousmane Sy salue l'organisation de la rencontre et la billetterie numérique. Il relève toutefois une difficulté dans les gradins où il se trouvait. Des spectateurs ont dû suivre le match debout parce que d'autres leur masquaient la vue.

Moctar Ousmane Sy adresse ses félicitations à la Fédération malienne de football (Femafoot), aux forces de l'ordre et aux équipes mobilisées pour la rencontre. Il souligne la qualité du dispositif de sécurité et de maintien de l'ordre, ainsi que la bonne organisation de l'accès au stade. Il salue également la contribution des équipes d'Orange Money à la mise en place d'une billetterie numérique via l'application Max it.

Une fois dans les tribunes, le tableau est plus contrasté. Dans le secteur où l'auteur de la tribune avait pris place, plusieurs supporters ont refusé de s'asseoir. Les spectateurs installés derrière eux, dont la vue sur la pelouse était obstruée, ont dû se lever à leur tour. De rangée en rangée, la situation s'est propagée, jusqu'à ce que, selon son témoignage, tout le monde finisse debout dans cette partie du stade.

Pour Moctar Ousmane Sy, cet épisode rappelle que le bon déroulement d'une rencontre dépend aussi du comportement de chacun. La Fédération et les forces de l'ordre ont leur part de responsabilité dans l'organisation, tandis que les supporters peuvent contribuer au confort de tous par des gestes simples. Occuper la place qui leur est attribuée, respecter les consignes et veiller à laisser aux voisins une vue dégagée sur le terrain en font partie.

En félicitant les Aigles, le signataire de la tribune invite ainsi le public malien à continuer de soutenir son équipe avec ferveur, tout en permettant à chacun de profiter du match dans de bonnes conditions.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

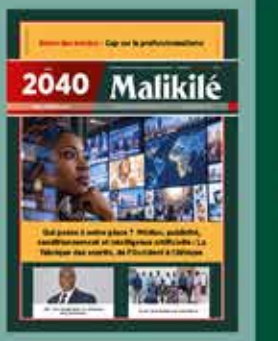
Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com